



**Améliorer l'environnement concurrentiel de l'industrie agroalimentaire québécoise**

**Présentation des Aliments Maple Leaf Inc.  
devant la *Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois***

**Sommaire**

La compagnie Les Aliments Maple Leaf est un important transformateur et exportateur du secteur agroalimentaire canadien. Ses investissements au Québec sont importants. Maple Leaf fait face aux conséquences de l'augmentation de la valeur du dollar ainsi qu'à l'intense concurrence au niveau mondial en accroissant ses échelles, en améliorant son efficacité et en innovant plus dans chacun de ses secteurs d'activité. Cependant, pour que la compagnie tire pleinement parti à la fois de l'avantage de jouer sur son propre terrain et des possibilités du marché mondial, il lui faut le leadership et la souplesse gouvernementale additionnelle que procurerait une meilleure coordination des politiques et règlements entre le fédéral et les provinces.

Nous avons besoin que les gouvernements agissent dans quatre secteurs clés :

**Réglementation** – il est temps de tenir la promesse de la « réglementation intelligente » en ce qui concerne le secteur agroalimentaire canadien. Ce dernier porte le fardeau d'une réglementation désuète, rigide et normative où les dédoublements et l'incertitude quant au partage des responsabilités entre les trois paliers de gouvernement de même qu'à l'intérieur de ces derniers sont monnaie courante. Il est nécessaire de mettre plus l'accent sur l'efficacité de la gestion des risques de maladies animales.

**Commerce** – le Québec a de l'influence au niveau des politiques commerciales dans le secteur agroalimentaire. Les progrès de la Ronde de Doha étant décevants, il est temps de chercher agressivement à conclure des ententes commerciales bilatérales; d'exercer des pressions en faveur de l'élimination des recours commerciaux abusifs dans le cadre de l'ALÉNA et; d'accroître les efforts en vue de renforcer l'Accord sur le commerce intérieur.

**Programmes de soutien aux exploitations agricoles** – le Québec est invité à soutenir les programmes nationaux de gestion des risques pour l'entreprise et de soutien en cas de catastrophe, programmes qui sont équitables; ne distordent pas la production et les prix et; dont le financement fait l'équilibre avec les programmes conçus pour stimuler la capacité concurrentielle, l'innovation et la rentabilité.

**Science et innovation** – le soutien gouvernemental à la science et l'innovation dans le secteur agroalimentaire doit être plus stratégique; se baser sur la chaîne de valeur et les partenariats; s'orienter sur la commercialisation de nouveaux produits et processus et; s'harmoniser avec un cadre réglementaire plus souple.

## **Introduction**

L'industrie alimentaire est une composante essentielle des économies canadienne et québécoise ainsi que de leurs collectivités rurales et urbaines. Pourtant, on oublie souvent son importance. L'industrie alimentaire, dans sa totalité (transformation, vente en gros / au détail et services alimentaires) est la deuxième industrie manufacturière en importance au Canada (c'est la plus grosse industrie manufacturière au Québec). Sa part du PNB est de 6 % et elle emploie 1,6 million de Canadiens et Canadiennes (dont 125 000 Québécoises et Québécois).

Les Aliments Maple Leaf est la plus importante entreprise de transformation alimentaire du Canada. Ses ventes ont atteint 5,89 milliards de dollars en 2006. Elle emploie 24 000 personnes au Canada et dans le monde. Nous sommes actifs dans plusieurs provinces et secteurs. Nous avons des entreprises dans toute la chaîne de valeur alimentaire, y compris l'agroalimentaire, la production porcine, la transformation des viandes, les aliments de consommation de même que les repas et la boulangerie.

Au Québec, Les Aliments Maple Leaf exploite 17 installations de transformation des aliments de consommation, de fonte de sous-produits animaux, de production de biodiésel ainsi que de boulangerie fraîche et surgelée. Nous employons 2 115 personnes au Québec. Nous générons 923 millions de dollars en retombées économiques directes et 1,5 milliard de dollars en retombées indirectes. Propriétaire de Pain Canada, Les Aliments Maple Leaf est le plus important manufacturier et distributeur de produits de boulangerie fraîche au Québec (nous manufacturons 4,5 millions de pains par semaine). Nous avons également construit la première usine de biodiésel à des fins commerciales (recyclant des gras et graisses animales) à Sainte-Catherine, sur la rive sud de Montréal. Veuillez trouver ci-joint de plus amples renseignements concernant nos opérations au Québec.

La capacité concurrentielle de l'industrie alimentaire canadienne est menacée par une multitude de forces au nombre desquelles figurent la valeur croissante du dollar canadien, l'insuffisance de l'échelle des usines, les prix en hausse des céréales et de l'énergie, l'inefficacité de la réglementation, les pénuries de main d'œuvre spécialisée ou non-spécialisée, les obstacles à l'accès aux marchés et la concurrence étrangère à faible coût. D'abord et avant tout, l'industrie elle-même doit réagir à cette situation. Maple Leaf l'a fait en octobre 2006 en annonçant un nouveau modèle opérationnel pour sa chaîne de valeur dans le secteur des protéines. Nous avons choisi de nous concentrer sur ce que nous pouvons à la fois contrôler et faire le mieux, c'est-à-dire construire à partir de nos grandes forces : nos viandes à conditionnement supplémentaire, de marque et à valeur ajoutée ainsi que nos repas. Nous avons longtemps voulu produire du porc frais pour le monde entier mais cette vision d'avenir n'est plus viable. En conséquence, nous calibrons toutes les composantes de notre chaîne de valeur du secteur des protéines, soit nutrition animale, production porcine et transformation primaire, pour soutenir notre entreprise essentielle qui est du secteur des protéines à valeur ajoutée. Nous concentrerons nos ressources sur les marchés à croissance et à marge bénéficiaire plus élevées. Nous mettrons plus l'accent sur l'innovation, les marques ainsi que les consommateurs et consommatrices.

Nous pensons également que les gouvernements canadiens, tant le palier fédéral que le palier provincial, jouent un rôle capital. Ils doivent voir au-delà des défis auxquels fait face le secteur agricole primaire et aider les compagnies alimentaires comme Les Aliments Maple Leaf en adoptant une approche plus progressive, plus stratégique en matière de politiques et de réglementation ainsi qu'en favorisant des améliorations au climat d'affaires canadien et mondial dont dépend le succès de la chaîne de valeur du secteur agroalimentaire dans son ensemble.

Les grandes compagnies se construisent à partir d'une base nationale solide. Nous devons être en mesure de tirer pleinement parti de l'avantage de jouer sur notre propre terrain et avoir l'assurance que nous conservons au minimum l'avantage concurrentiel sur notre propre marché national. Il est aussi nécessaire d'examiner les effets des politiques et règlements fédéraux et provinciaux sur notre capacité concurrentielle à l'échelle mondiale. Il revient aux gouvernements provinciaux de défendre les intérêts provinciaux mais, trop souvent, les divisions entre le fédéral et les provinces ont pour résultats des doublons, des politiques incohérentes, des règlements incompatibles, des barrières au commerce entre les provinces de même que des temps de réaction trop longs aux menaces et aux possibilités nouvelles. Dans un monde où règne une concurrence intense, un tel climat d'affaires au niveau national est contraire aux intérêts économiques du Québec, du Canada et d'entreprises nationales comme Les Aliments Maple Leaf ainsi que leur personnel.

Notre présentation se concentre sur quatre secteurs clés où le Québec peut agir en vue d'améliorer le climat provincial d'affaires pour l'industrie manufacturière alimentaire et renforcer sa position de meneur à l'échelle nationale : réglementation, commerce (tant international qu'interprovincial), programmes de soutien aux exploitations agricoles ainsi que science et innovation <sup>1</sup>.

## **Réglementation**

Le secteur agroalimentaire canadien porte le fardeau d'une réglementation désuète, rigide et normative où les dédoublements et l'incertitude quant au partage des responsabilités entre les trois paliers de gouvernement de même qu'à l'intérieur de ces derniers sont monnaie courante. Il faut cesser de retarder la mise en œuvre d'une « réglementation intelligente » depuis longtemps promise. Il est nécessaire d'améliorer la réglementation du point de vue de sa flexibilité, de sa transparence et de son temps de mise en œuvre. Il est aussi nécessaire de la rationaliser pour éviter des incohérences entre niveaux de gouvernement et entre les différents ministères fédéraux et provinciaux concernés. Ces problèmes se manifestent des manières suivantes : incohérence des pratiques d'inspection d'une usine de notre compagnie à l'autre et en rapport avec le commerce entre le Canada et les États-Unis; temps trop longs d'approbation des nouveaux produits, processus, ingrédients et étiquettes de produits; cadre réglementaire non-concurrentiel en ce qui concerne les réclamations liées à la santé et; fragmentation du cadre réglementaire en matière de travail et de transport.

Nous aimerions que tous les gouvernements canadiens modernisent les fondements des lois et règlements en ce qui concerne : la sécurité de l'alimentation humaine et animale, la qualité, la santé des animaux et la santé dans les usines de même que; la protection des consommateurs. Beaucoup de ces lois et règlements sont vieux de plusieurs décennies. Nous encourageons la mise en œuvre de mécanismes de gestion fédéraux et provinciaux plus souples. Nous sommes également en faveur d'une augmentation du financement de mesures en vue de faire face au nombre croissant de menaces à la sécurité des aliments ainsi qu'à la santé des animaux et; de l'élaboration de solutions véritablement nationales aux questions de surveillance des maladies des animaux, de zonage, de traçabilité et de mesures d'urgence. La valeur des ventes annuelles de Maple Leaf en produits de la viande s'élevant à 3,7 milliards de dollars, il est facile de concevoir que la compagnie fait face à des risques considérables en matière de maladies animales.

---

<sup>1</sup> En mars 2007, le Conseil des viandes du Canada, le Conseil canadien du porc et Canada Porc International ont présenté au gouvernement du Canada un rapport intitulé Renforcer la compétitivité de la filière porcine canadienne. Bien que ce rapport s'adresse au gouvernement fédéral, Les Aliments Maple Leaf prie instamment la Commission d'examiner les recommandations contenues dans ce rapport afin de mieux saisir pourquoi certaines actions gouvernementales sont immédiatement nécessaires pour solutionner les difficultés concurrentielles majeures des industries canadienne et québécoise du porc. Plusieurs de ces recommandations sont liées aux thèmes de cette présentation.

Du côté de la réglementation environnementale, la réglementation en matière d'émissions dans l'air et de déversement dans l'eau diffère grandement d'un endroit à l'autre au Canada et les niveaux de mise en application varient beaucoup. Le déluge d'initiatives en vue de combattre les changements climatiques renforce cette tendance. Nous pensons que des mesures de protection environnementale de nos richesses naturelles sont nécessaires mais que nous devons également ne pas oublier la concurrence internationale et éviter de prendre des mesures qui portent atteinte à notre capacité de concurrencer à l'échelle mondiale. Les gouvernements et l'industrie doivent ensemble prendre leurs responsabilités environnementales, canalisant les forces du marché là où c'est possible.<sup>2</sup>

## **Commerce**

Le Québec a de l'influence dans la formulation des politiques en matière de commerce agricole et des priorités d'accès au marché au Canada. Les progrès lents des négociations dans le cadre de la Ronde de Doha de l'OMC sont une source de frustration. Nous avons besoin de moins de protectionnisme et de subventions mais de plus d'équité au niveau des ouvertures dans l'environnement agroalimentaire mondial. Nous appuyons le Québec qui incite le gouvernement fédéral à adopter le rythme de ses partenaires dans la négociation de nouveaux accords de libre-échange bilatéraux. Nous devons briser les barrières commerciales bilatérales comme celles qu'impose le régime japonais de droits variables (combiné au mécanisme de sauvegarde) en ce qui concerne les importations de porc et les quotas restrictifs de l'UE en matière d'importation de viande. Nous devons suivre le rythme des États-Unis et conclure des accords commerciaux avec des pays comme la Corée. Au sein de l'ALÉNA, il nous faut de nouvelles mesures disciplinaires concernant l'usage abusif des lois sur les recours commerciaux à l'exemple de la tentative malavisée d'imposer des droits compensatoires au maïs en provenance des États-Unis l'an passé.

Comme l'ont souligné à maintes reprises l'OCDE et le Conference Board du Canada, le Canada doit travailler plus fort pour éliminer les barrières commerciales interprovinciales, particulièrement en ce qui a trait à la mobilité de la main-d'œuvre. Le Québec, en collaboration avec l'Ontario, pourrait faire preuve d'un plus grand leadership dans ce secteur. Plus important encore, l'Accord sur le commerce intérieur doit comporter un mécanisme de règlement

---

<sup>2</sup> Les Aliments Maple Leaf apprécie le soutien du gouvernement du Québec à la production et la consommation du biocarburant dans la province, y compris le soutien accordé à notre usine de biodiésel à Sainte Catherine (nous avons entamé un processus d'investissement de 2,9 millions de dollars additionnels en vue d'améliorer la qualité de nos produits). La taxe de 0,9 cent le litre sur les émissions carboniques s'appliquant au diésel vendu dans la province annoncée récemment est un pas dans la bonne direction puisqu'elle encourage l'investissement dans les carburants de rechange. Il est important cependant que les incitatifs aux producteurs et que les mesures fiscales soient semblables dans toutes les provinces et à l'échelle internationale pour faire en sorte que le Canada développe une base manufacturière et ne se contente pas d'importer des biocarburants des États-Unis ou d'autres gros subventionnaires.

des litiges juridiquement contraignant, tout comme les accords commerciaux internationaux.

### **Programmes de soutien aux exploitations agricoles**

Les Aliments Maple Leaf enjoint le Québec de prendre pleinement part au système national de gestion des risques et au programme de soutien en cas de catastrophe pour garantir l'égalité des avantages à tous les producteurs agricoles au Canada et le respect des obligations commerciales internationales du pays. Le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) a fait un bon travail de gestion des cycles de profit qui caractérisent l'industrie du porc. Les efforts actuels de développement des programmes d'assurance de la production atténuant les risques de maladies du bétail et de la volaille pour l'industrie sont aussi très positifs. Les Aliments Maple Leaf est pleinement conscient de la crise financière à laquelle font face les producteurs agricoles au Québec et dans tout le Canada ainsi que de la nécessité d'une réponse gouvernementale généreuse. Cependant, ce sont les programmes qui couvrent l'ensemble de l'exploitation agricole, n'empêchant pas les ajustements structurels et ne distordant pas les prix et la production qui fonctionnent le mieux.

En ce qui concerne le nouveau Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA), Les Aliments Maple Leaf enjoint le Québec à soutenir une distribution plus équilibrée des fonds fédéraux et provinciaux entre les piliers que sont la gestion des risques pour l'entreprise, la sécurité et la qualité des aliments, l'environnement, le développement des ressources humaines, la science et l'innovation de même que le développement du commerce international. Le CSA actuel n'a pas favorisé la compétitivité de l'industrie agroalimentaire, la diversification, l'innovation et la croissance, concentrant surtout ses ressources sur les questions liées aux revenus agricoles et les mesures ad hoc de réponse aux catastrophes.

### **Science et innovation**

Le Québec a un très bon bilan en matière de soutien à la science et l'innovation dans le secteur agroalimentaire. Cependant, dans tout le Canada, le soutien à la science et l'innovation dans le secteur agroalimentaire n'est pas suffisamment stratégique, basé sur la chaîne de valeur ou orienté sur la commercialisation des nouveaux produits et processus. Le défi le plus grand est d'axer de manière stratégique la recherche appliquée et de l'accroître tout en lui fournissant un cadre réglementaire souple. Ceci permettrait de soutenir l'innovation et la commercialisation des processus et produits à un niveau plus élevé de la chaîne de valeur, récoltant les résultats de la recherche primaire tant aux niveaux national que mondial.

Les Aliments Maple Leaf a récemment annoncé ses plans en vue d'établir un Centre d'innovation alimentaire de 12 millions de dollars à Mississauga, en

Ontario. Ce centre permettra à toutes les entreprises de viandes, de repas et de boulangerie de la compagnie d'accroître leurs efforts de développement de produit; d'améliorer leurs connaissances culinaires et; de mieux connaître les opinions des consommateurs et consommatrices.

Nous encourageons le Québec à se faire le champion de partenariats plus forts entre l'industrie, les milieux académiques et les provinces dans le but de mettre en œuvre une stratégie nationale en matière de science et d'innovation dans le secteur agroalimentaire plus cohésive et dans le cadre de laquelle des efforts communs seraient déployés dans un petit nombre de centre d'excellence clés répartis sur le territoire canadien. Nous appuyons pleinement des mesures se concentrant mieux sur l'innovation et une réglementation moderne maximisant la contribution de l'industrie alimentaire aux efforts d'amélioration de la nutrition, de prévention des maladies et de promotion de la santé. Toutes ces priorités devraient être définies dans un nouvel énoncé de politiques en matière agricole mettant un accent particulier sur la science et l'innovation dans le but de placer le Canada dans une position unique et enviable sur la scène mondiale en tant que fournisseur de produits alimentaires sains répondant à la demande de produits de qualité, pratiques, de bon goût et à bon prix.

Le soutien à la recherche sur les maladies animales et à la prévention de celles-ci est une autre grande priorité. Nous avons besoin de fonds de recherche additionnels et de capacité de travail en laboratoire accru en ce qui a trait aux risques de zoonoses comme la grippe aviaire, les différentes maladies du porc, etc. Le gouvernement doit également soutenir des initiatives comme la surveillance proactive des maladies, le zonage et des mesures de biosécurité applicables. Ces actions préventives rassemblées dans le cadre d'une stratégie nationale complète en matière de santé animale permettront d'éviter des dépenses de crise plus tard. Elles permettront également aux industries de prévenir les catastrophes économiques ou de s'en relever rapidement

## **Conclusion**

Le secteur agroalimentaire canadien subit de fortes pressions à l'échelle mondiale mais les ouvertures dans le monde sont également réelles. Le secteur agroalimentaire du Québec souffre particulièrement de l'insuffisance des économies d'échelle tant au niveau de la production primaire que du conditionnement supplémentaire. Il a par-contre une forte tradition de qualité des aliments, d'innovation, de coordination de la chaîne de valeur de même que de développement des marchés d'exportation. En tant que compagnie canadienne en tête de son secteur ayant des intérêts actifs au Québec, Les Aliments Maple Leaf recherche des économies d'échelle, l'efficacité et l'innovation dans chaque aspect de ses activités. Nous avons tous les éléments pour réussir mais le leadership et la flexibilité gouvernementales résultant d'une meilleure coordination fédérale-provinciale sont des éléments clés. Le Québec peut aider à améliorer l'environnement de l'entreprise manufacturière alimentaire en faisant

preuve de plus de leadership dans les secteurs de la réglementation, du commerce, des programmes de soutien aux exploitations agricoles ainsi que de la science et de l'innovation. Nous pensons que ces actions seront avantageuses pour les producteurs agricoles québécois, notre personnel et nos investisseurs, les consommateurs canadiens et du monde entier ainsi que toutes celles et tous ceux dont la subsistance dépend d'une amélioration de la capacité concurrentielle de l'industrie agroalimentaire du Québec.